



RÖPPA

Afrique Nourricière

« L'AVENIR DES JEUNES RURAUX VU PAR EUX-MÊMES, LES BLOCAGES À LEVER ET LES ATOUTS À VALORISER POUR RÉCONCILIER CES JEUNES RURAUX AVEC L'EXPLOITATION FAMILIALE ET LIBÉRER LEUR POTENTIEL »
EXTRAITS DU LIVRET 2

« L'AVENIR DES JEUNES RURAUX VU PAR EUX-MÊMES, LES BLOCAGES À LEVER ET LES ATOUTS À VALORISER POUR RÉCONCILIER CES JEUNES RURAUX AVEC L'EXPLOITATION FAMILIALE ET LIBÉRER LEUR POTENTIEL » EXTRAITS DU LIVRET 2

En offrant la possibilité aux jeunes et aux adultes de s'exprimer chacun et entre eux, les focus group ont favorisé une libre expression qui a permis aux uns et aux autres de « sortir ce qu'ils avaient au fond du cœur » et d'aller souvent très loin dans l'expression de leurs frustrations et de leurs griefs. On dispose ainsi d'un tableau de bord pour cibler ce sur quoi il faut agir pour améliorer le sort des jeunes ruraux et leur intégration dynamique dans les exploitations familiales.

Repérer les contraintes ou blocages qui empêchent les jeunes ruraux d'envisager leur avenir dans l'EF

La perception qu'ont les jeunes ruraux de leur propre avenir est intimement liée à leur perception de l'avenir des EF. Ce qui est largement partagé par les jeunes, c'est que l'avenir des EF est lui aussi incertain dans les conditions actuelles (forme, taille, connaissances transmises, accès aux ressources, politiques...). Voir encadré 6 du livret 2, avec des témoignages qui ressortent que « **plusieurs estiment que l'exploitation familiale n'a pas d'avenir** », que « **les conditions actuelles sont pour eux démotivantes** », que « **ils préfèrent partir pour aller dans une autre direction** », et que « **Certains parents les encouragent à quitter l'exploitation familiale** ».

Mais beaucoup de blocages résident dans l'absence de dialogue, et le fossé qui s'est creusé entre deux générations au sein des exploitations familiales :

Les refus qui frustrent les jeunes : le refus de partager la gestion et les bénéfices de l'exploitation, l'absence de dialogue, la non participation aux prises de décision, constituent les éléments à défaire autour du nœud de la frustration

Des jeunes qui se sentent exploités

« Il n'y a pas de partage, alors on va chercher ailleurs » (jeune libérien lors d'un panel de l'atelier régional de partage)

Ils assurent pour l'essentiel la main d'œuvre familiale. Aussi, il apparaît que les jeunes ne bénéficient pas d'une rémunération appropriée lorsqu'ils participent aux activités agricoles ou pastorales de la famille, même s'ils peuvent recevoir des « cadeaux » en nature ou en argent. Or les jeunes ont de plus en plus besoin de ressources pour couvrir les impératifs de leur ménage, car à 30 ans ils ont des responsabilités familiales et sociétales évidentes. Ceci qui pose la question de la gouvernance au sein des EF. (recherche CNCR, Sénégal)

Le besoin de reconnaissance, lui-même suscité par le manque de considération et le jugement que portent beaucoup d'adultes sur les jeunes.

« **Nous ne voulons pas être considérés comme des enfants** »

« Quand il s'agit du travail, de la main d'œuvre, on pense qu'on est jeune

mais quand il s'agit de partager les revenus, on pense qu'on est des enfants. Ainsi, les jeunes pensent qu'ils sont plus considérés comme des enfants, incapables de gérer, d'apporter autre chose à l'exploitation de leurs parents que leur force de travail. Ils n'ont souvent aucune idée du revenu généré par leurs efforts et ce qu'ils gagnent concrètement au sein de l'exploitation » (intervention d'un jeune libérien au cours d'un panel de l'atelier régional de partage)

« Si le jeune ne s'impose pas, jamais le vieux ne le considérera comme une personne mature à même de gérer les choses ». (focus group Nord Sénégal)

Les carences de l'accompagnement : Le faible impact sur la jeunesse rurale des actions de l'État et des collectivités locales, les insuffisances de l'accompagnement des organisations paysannes

Des promesses qui ne sont pas tenues

Les initiatives prises en direction des jeunes ne se matérialisent pas concrètement. Elles sont verbales et sur le terrain les actions efficaces et effectives ne sont pas mises en œuvre. Le gouvernement fait des promesses qui ne sont pas tenues. Les appuis à l'agriculture à travers la mise en place des engrais en sont un exemple palpable (3 sacs de NPK pour tout un village). Pour les aménagements, le quota de 30% n'est pas respecté pour les jeunes filles et les femmes. (recherche CPF, Burkina Faso)

« La plupart disent qu'ils ne reçoivent pas d'action d'accompagnement à leurs endroits. Ils pensent que les enquêteurs passent dans les villages pour collecter des informations les concernant, mais rien de concret ne vient après ». (focus group Ségou, Mali)

La faible représentation des jeunes au sein des OP

Au sein des organisations paysannes, les jeunes sont faiblement représentés. Ils trouvent par conséquent très peu de postes de responsabilité. Cette situation ne reflète pas leur niveau de mobilisation et de représentativité dans certaines filières, notamment

l'agriculture, l'élevage, la pêche. Pour améliorer cette situation, les jeunes doivent travailler pour une meilleure représentation pour défendre leurs attentes dans les cadres fédératifs mixtes. Leur plus grande force viendra de leur représentativité dans les organisations de base, dans les organisations faïtières, les cadres de concertation. Il s'agit là de renforcer les capacités des jeunes producteurs ruraux afin qu'ils puissent se hisser progressivement au rang des leaders paysans, capables d'assumer les fonctions syndicales et politiques. Cela pose la problématique de leur implication et responsabilisation dans toutes les actions de développement. (recherche de la PFPN, Niger)

Le blocage de l'accès à la terre qui demeure un enjeu majeur pour l'avenir des exploitations familiales et des jeunes là-dedans, et un facteur de tension au sein des familles

Un débat entre jeunes sur le foncier en zone aménagée

Yokh Fall : « Le problème foncier est que les familles s'agrandissent et les aménagements ne suivent pas. Ce qui fait que les vieux ne veulent pas ou ne peuvent pas donner les terres à une personne. Et le peu de terres disponibles est remis aux bailleurs et non aux jeunes. La solution réside dans le fait de remettre les terres aux jeunes sous des conditions accessibles. Grâce aux plaidoyers et aux lobbyings. »

Bassirou Diaw : « L'État aménage les terres, donc il doit veiller à ce que les jeunes puissent accéder aux terres. Le programme 3PRD est un exemple patent de la mauvaise redistribution des terres par l'État (les apports demandés sont trop élevés par rapport aux besoins et aux capacités des jeunes). Les jeunes doivent revoir leurs implications dans le mouvement paysan. »

Oumar Ba : « Les jeunes aussi ne sont pas assez impliqués sur le foncier, car il reste encore des ressources disponibles mais les jeunes ne les revendiquent pas ».

Comprendre les blocages et contraintes qui empêchent les jeunes d'envisager leur avenir dans l'exploitation familiale

La question de l'argent n'est pas au cœur : L'argent est-il, comme on le dit souvent, le principal facteur de motivation du jeune ? La réalité que révèlent les échanges entre jeunes dans ces focus group est plus subtile. Ce n'est pas la recherche de l'argent en tant que tel qui est principalement mise en avant, mais beaucoup plus le refus de la pauvreté et de ses conséquences économiques et sociales, ou encore la frustration que peut générer le défaut de participation et de visibilité autour de la gouvernance et la gestion des ressources de l'exploitation familiale.

Trois éclairages apportés par la recherche :

- Il y a une crise de la famille : les encadrés 46 et 47 du livret 2 illustrent respectivement « des familles qui perdent leur cohésion » et une « rupture entre les générations ».
- Mais derrière les incompréhensions entre générations, il y a deux conceptions différentes de l'exploitation familiale : un groupe de travail sur le thème « aider les jeunes à voir leur avenir dans l'EF » constitué lors de l'atelier régional de partage s'est attaché à mieux comprendre comment les incompréhensions entre parents et enfants se construisent autour de deux conceptions différentes de l'exploitation familiale. Il a proposé l'analyse suivante :
 - Les jeunes limitent l'exploitation familiale à la production agricole (dimension économique) et ignorent toutes les autres dimensions qui les intéressent peu et en laissent la charge aux parents. Ces derniers

pensent que les jeunes ne s'intéressent pas assez à l'agriculture mais sont plutôt attirés par la technologie (Internet, télévision, etc.). Il existe de ce fait un manque de confiance des parents sur l'engagement des enfants dans l'exploitation familiale.

- Les parents ne dissocient pas les responsabilités du père de famille de celles du Chef d'exploitation. Pour eux, il est du devoir du chef de famille d'assurer lui-même toutes les dépenses de la famille. Ainsi, à l'instar des fonctionnaires qui ne disent pas leurs salaires à leurs femmes et à leurs enfants, il est difficile aux chefs d'exploitation familiale (et ceci pour maintenir la stabilité du tissu familial et éviter les revendications des femmes et des enfants) de déclarer leurs avoirs aux autres membres de la famille. Aussi, dans beaucoup de milieux, par méfiance et pour être à

l'abri de la jalousie, personne n'aime dévoiler son revenu, sa « richesse ». Pour les parents, l'exploitation familiale est avant tout un mode de vie, mais ils ne sont pas convaincus qu'elle le soit pour les jeunes.

- Le dialogue peut permettre de sortir des blocages actuels : « Pour favoriser cette nécessaire évolution des mentalités qui a été plusieurs fois évoquée, il faut sortir des blocages actuels et pour cela d'abord, comme a commencé à le faire la présente recherche, libérer la parole des jeunes et des adultes de façon à ce qu'ils sortent ce qu'ils ont au fond du cœur, ensuite faciliter le rétablissement de l'écoute réciproque et du dialogue, enfin enrichir ce dialogue par des apports qui ouvrent les perspectives et permettent de faire évoluer les points de vue ».

Repérer les atouts à valoriser pour réconcilier les jeunes avec l'exploitation familiale

Quatre atouts sont identifiés par la recherche pour réconcilier les jeunes avec l'exploitation familiale

Le premier atout est « l'existence du sens des responsabilités chez les jeunes » : ils ne veulent pas rester passifs, ils veulent dépasser les anciens clivages, construire de nouveaux rapports, s'engager, s'organiser, se soutenir entre jeunes ruraux, chercher des solutions, coopérer avec les anciens,

S'organiser entre jeunes pour avoir plus de force

« Les jeunes ne veulent pas être des suiveurs à vie. C'est-à-dire être toujours derrière les vieux dans les OP, sans qu'ils ne nous laissent de la place ». (B. Fall, Nord Sénégal)

« Nous les jeunes devons nous organiser, nous formaliser pour avoir plus de force et avoir accès aux instances de décisions. Parce que tant qu'on ne fait pas partie de ceux qui décident, on décidera toujours pour nous. Il faut aussi qu'on aille vers l'information. Le problème du foncier aussi est issu des collectivités locales qui allouent des hectares aux Agrobusiness qui vivent sur la sueur de nos jeunes, en leurs attribuant des baux de 99 ans. Il faut qu'on s'organise en union pour lutter contre ça. »

« Les jeunes vont prendre leurs dispositions et les devants pour commencer à réclamer leurs droits auprès des EF, des OP, des CL et de l'État ». » (focus group Casamance)

Le deuxième atout est l'ouverture de certains adultes : beaucoup sont conscients de la nécessité de rentabiliser et de sécuriser l'exploitation familiale pour la rendre plus attractive ; certains remettent profondément en question leur relation à leurs enfants ; et ils interpellent l'État.

Le changement viendra des jeunes

De façon unanime, les jeunes occupent une place très importante dans l'exploitation, ils sont la force importante pour la mise en œuvre des travaux. Ils sont les relais pour la pérennisation des exploitations familiales. Les jeunes aident beaucoup dans toute tâche de l'exploitation. En un mot les jeunes sont incontournables. (focus group adultes de Batié, Sud-Ouest - Burkina Faso)

Les adultes gardent l'espoir sur la jeunesse. Aujourd'hui de très bonnes initiatives existent à l'endroit des jeunes et il ne manque que de bonnes personnes pour une bonne mise en œuvre. Bien qu'il y ait encore beaucoup de difficultés qui planent sur la jeunesse, ils pensent que le changement pourra venir des jeunes eux-mêmes avec l'appui des bonnes personnes (recherche CNOP/FENAJER, Mali)

« Les jeunes ont aussi des choses à nous apprendre, par exemple sur les nouvelles techniques de communication » (une femme malienne lors d'un panel de l'atelier régional de partage)

Le troisième atout est l'existence de programmes de formation professionnelle et d'appui à l'insertion des : malgré beaucoup de critiques au sein des focus group sur les insuffisances de l'action de l'État à l'endroit des jeunes ruraux, on peut relever que plusieurs jeunes participants à la recherche ont su tirer parti des programmes qui existent (voir encadrés 15, 20, 22, 23, 25, 26, 52 du livret 2).

Rester pour assurer la relève

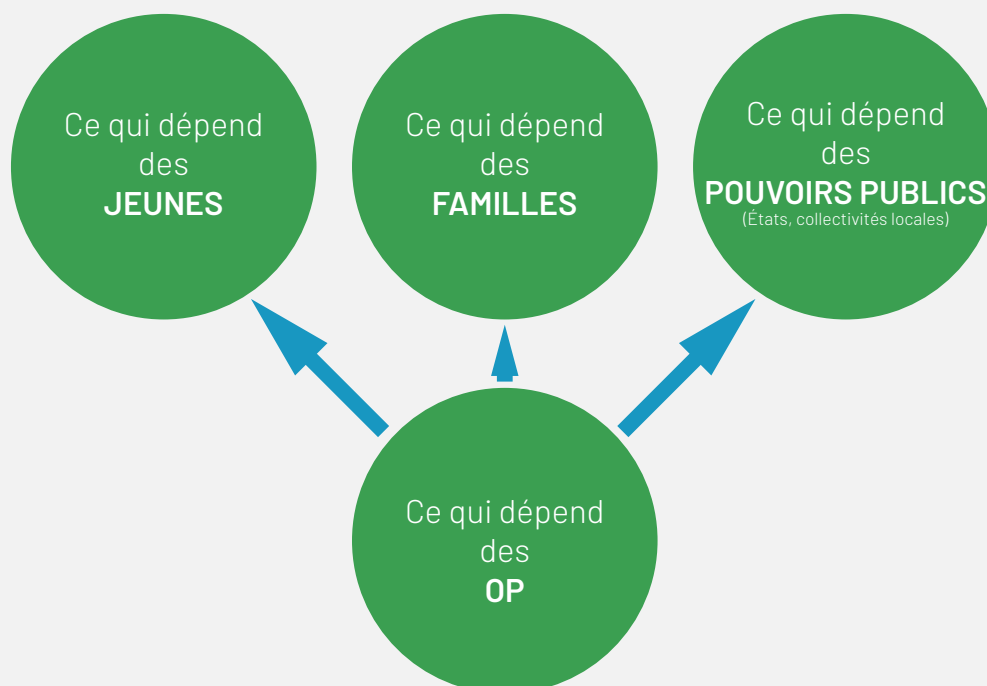
AFANSOUNOUDI Yao Mawuli, 30 ans, éleveur à Vogan, déclare ce qui suit : « Je me suis arrêté en classe de 3ème et j'ai fait une formation en élevage. Je fais aussi l'agriculture. Notre Papa ne nous laisse pas aller en aventure ; c'est à lui qu'appartient la ferme. Mon papa a beaucoup d'enfants (16) et je suis le seul à rester sur son exploitation (élevage). J'envisage continuer dans l'exploitation de mon Papa et l'agrandir. Je veux aussi en créer d'autres. Je n'ai pas du tout peur pour mon avenir ». (focus group Togo)

Le quatrième atout est le regain de sensibilité des organisations paysannes par rapport à la question de la jeunesse rurale : pour les OP, le chantier de la jeunesse rurale est devenu incontournable et indissociable de celui des exploitations familiales. En témoigne ce processus qui aboutit au 3ème rapport de l'OEF sur ce thème. Le chapitre 5 du livret 2 présente « les initiatives prises par le roppla pour mobiliser autour de la problématique de la jeunesse rurale ».

Agir pour réconcilier les jeunes avec l'exploitation familiale et libérer leur potentiel

Pour défaire les nœuds qui empêchent beaucoup de jeunes ruraux de s'investir pleinement dans la vie et la transformation des exploitations familiales, il faut que chaque acteur ose opérer certaines ruptures, et prenne pleinement ses responsabilités.

QUI PEUT AGIR pour faire évoluer chaque type de situation?
Il faut déterminer :



Une réflexion circonstanciée doit être faite par les OP pour déterminer auprès de quels acteurs peuvent agir selon les cas

Chaque catégorie d'acteurs a des responsabilités à prendre :

- Les responsabilités des pouvoirs publics sont fondamentales : Quel que soit le niveau de pauvreté des ménages, des mécanismes sociaux visant à garantir l'éducation, l'alimentation et les soins de santé pour tous doivent être impérativement mis en œuvre. La responsabilité des États est en premier lieu d'assurer les bases pour permettre aux jeunes d'aller au bout de leur formation et de prendre le temps de s'investir et de se construire. Ensuite elle est de définir et mettre en œuvre des politiques agricoles, foncières, commerciales, territoriales favorables à l'agriculture familiale et au développement durable du monde rural.
- Celles des familles ne sont pas moindres car, et ceci même les adultes en sont conscients et le disent, c'est en leur sein que se situent les premiers blocages insupportables pour les jeunes et leur aspiration à plus d'autonomie. Il va falloir négocier cette autonomie avec les aînés, et pour cela il faut ouvrir le dialogue. C'est également à ce niveau qu'il faudra adresser la question des mariages précoces des jeunes filles qui répondent le plus souvent aux ambitions de leurs parents plutôt qu'à leurs aspirations. On retrouve ici le problème de la nécessaire évolution des mentalités. On y reviendra à la fin du chapitre 3.
- Celles des jeunes eux-mêmes, qui ne doivent pas baisser les bras devant les difficultés qu'ils rencontrent et s'ouvrir au dialogue.
- Les responsabilités des OP sont à l'intersection des précédentes. Elles peuvent, à travers des échanges paysans, accompagner les familles de leurs membres ainsi que leurs enfants dans la réflexion et le dialogue inter-générationnel : le ROPPA a commencé à le faire dans le cadre de la présente recherche. Elles devront à l'avenir renforcer la prise en compte de la dimension jeunesse dans le dialogue politique et y associer les jeunes, en prenant appui notamment sur les résultats de la présente recherche et en activant les Collèges des jeunes.